

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

La Préfète du Rhône, Préfète de la région AURA, Préfète coordonnatrice des itinéraires routiers de la DIR Centre-Est.

Objet du marché

Désamiantage et déconstruction du hangar « D » et du bâtiment modulaire du Centre d'Entretien et d'intervention de Pierre-Bénite (69)

Marché sur procédure adaptée à prix mixtes en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur le .

(à renseigner par le candidat : date de remise de l'offre ou de l'offre finale en cas de remises d'offres successives).

<i>Date du marché</i>
<i>Numéro d'EJ du contrat</i>
<i>Montant TTC</i>
<i>Code CPV principal</i>
45262660-5
<i>Imputation</i>

(Réservé pour la mention d'exemplaire unique du marché)

ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre-Est, par délégation 0de Madame la Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfète coordonnatrice des itinéraires routiers (selon l'Arrêté Préfectoral en vigueur, publié au RAA)

Ordonnateur

Madame la Directrice de la DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DES ROUTES CENTRE-EST (DIRCE)

Comptable public assignataire

DGFIP

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. CONTRACTANT(S)**Je soussigné,**

Nom et prénom :											
Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :											
Domicilié à :											
Tel. :						Fax :					
Courriel :											
Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)											
Au capital de :											
Ayant son siège à :											
Tel. :						Fax :					
Courriel :											
N° d'identité d'établissement (SIRET) :											
N° d'inscription q au répertoire des métiers ou q au registre du commerce et des sociétés :											

Nous soussignés,

Cotraitant 1											
Nom et prénom :											
Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :											
Domicilié à :											
Tel. :						Fax :					
Courriel :											
Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)											
Au capital de :											
Ayant son siège à :											
Tel. :						Fax :					
Courriel :											
N° d'identité d'établissement (SIRET) :											
N° d'inscription q au répertoire des métiers ou q au registre du commerce et des sociétés :											

Cotraitant 2	
Nom et prénom :	<input type="text"/>
Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
<input type="text"/>	
Domicilié à :	<input type="text"/>
Tel. :	<input type="text"/> Fax : <input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)	
<input type="text"/>	
Au capital de :	<input type="text"/>
Ayant son siège à :	<input type="text"/>
Tel. :	<input type="text"/> Fax : <input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<input type="text"/>
N° d'inscription q au répertoire des métiers ou q au registre du commerce et des sociétés :	<input type="text"/>

Cotraitant 3	
Nom et prénom :	<input type="text"/>
Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
<input type="text"/>	
Domicilié à :	<input type="text"/>
Tel. :	<input type="text"/> Fax : <input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)	
<input type="text"/>	
Au capital de :	<input type="text"/>
Ayant son siège à :	<input type="text"/>
Tel. :	<input type="text"/> Fax : <input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<input type="text"/>
N° d'inscription q au répertoire des métiers ou q au registre du commerce et des sociétés :	<input type="text"/>

Cotraitant __	
Nom et prénom :	<input type="text"/>
Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
<input type="text"/>	
Domicilié à :	<input type="text"/>
Tel. :	<input type="text"/> Fax : <input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)	
<input type="text"/>	
Au capital de :	<input type="text"/>
Ayant son siège à :	<input type="text"/>
Tel. :	<input type="text"/> Fax : <input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<input type="text"/>
N° d'inscription q au répertoire des métiers ou q au registre du commerce et des sociétés :	<input type="text"/>

Cotraitant __	
Nom et prénom :	<input type="text"/>
Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
<input type="text"/>	
Domicilié à :	<input type="text"/>
Tel. :	<input type="text"/> Fax : <input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)	
<input type="text"/>	
Au capital de :	<input type="text"/>
Ayant son siège à :	<input type="text"/>
Tel. :	<input type="text"/> Fax : <input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<input type="text"/>
N° d'inscription q au répertoire des métiers ou q au registre du commerce et des sociétés :	<input type="text"/>

après avoir :

- pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) N° DIRCE-2025-05-13 du 13 mai 2025 et des documents qui y sont mentionnés ;
- produit les documents et renseignements visés aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du CCP ;

m'engage sans réserve, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ainsi que les attestations visées aux articles 1-6.1, 1-6.2 et 1-6.3 du CCAP et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 60 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du CCAP.

nous engageons sans réserve, en tant que cotraitants **groupés solidaires**, représentés par :

mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ainsi que les attestations visées aux articles 1-6.1, 1-6.2 et 1-6.3 du CCAP et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 60 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du CCAP.

ARTICLE 2. PRESTATIONS ET PRIX

Les tâches essentielles qui devront être effectuées directement par le titulaire sont :
Désamiantage, déconstruction, terrassement.

Le présent marché est à prix mixte avec lot unique.

2-1. Montant du marché

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de remise de l'offre fixée en page 1 du présent acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 3-3 du CCAP.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

L'évaluation de l'ensemble des travaux, telle qu'elle résulte du détail estimatif, est :

■ **À prix global et forfaitaire.** L'offre du titulaire intègre donc toutes les mesures de sécurité, tous les travaux préparatoires, tous les travaux nécessaires pour décontaminer notamment des panneaux de signalisation, désamianter les Matériaux Contenant de l'Amiante identifiés par le rapport de repérage amiante, déplacer les encombrants, équipements..., déplomber, démolir, terrasser les terres contaminées, et évacuer les gravats et déchets de toutes natures dans des centres agréés ainsi que tous les travaux divers de remise en état et de nettoyage. Toutes les protections des ouvrages avoisinants, campagnes d'avertissements du personnel de la DIRCE, informations et déclarations auprès des différents services et administrations, nettoyages et remise en état.

■ **À prix unitaires :** Pour couvrir les potentielles découvertes d'amiante (il est rappelé que les travaux et donc la rémunération ne pourront être effectifs qu'après établissement de compléments de repérage amiante par le diagnostiqueur, voire d'avenants au Plan de Retrait), et pour des prestations complémentaires diverses.

L'offre est établie selon les conditions économiques du mois de mai **2025** défini comme le mois zéro M0.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés en **prix mixtes** se décomposant de la manière suivante :

- **En Prix Global et Forfaitaire pour les travaux de désamiantage, déconstruction, démolition, et remise en état du site pour tous les éléments stipulés à la DPGF :**

● Montant hors TVA : (€uros en chiffres)			
● TVA au taux de (€uros en chiffres)		%, soit :	
● TVA au taux de (€uros en chiffres)		%, soit	
● TVA au taux de (€uros en chiffres)		%, soit	
● Montant TVA incluse (TTC) : (€uros en chiffres)			
Montant TTC Arrêté en lettres à			

- **En Prix Unitaires pour les travaux de désamiantage, déconstruction et réemploi, et remise en état du site pour tous les éléments stipulés au BPU :**

N° de prix	Désignation de la prestation	Unité	Prix Unitaires
1	Travaux de nettoyage complémentaire, de traitement de terres polluées complémentaires toutes sujétions incluses (études, installations de chantier, confinement, EPI et EPC, travaux, matériel adapté, personnel, moyens d'accès, métrologie,...) et mesures environnementales complémentaires		
1.1	Terrassement et élimination en ISDD des terres polluées à l'amiante au-delà du périmètre initial identifié y compris avenant au PRA, EPI, EPC, matériels (Pelle pressurisée avec dispositif de filtration type BROTEC, BMair ou équivalent, body benne...), conducteur de pelle formé sous-section 3 désamiantage, 10 prélèvements et analyses META pour réception en bord et en fond de fouille...	Tonne	
1.2	Mesures d'empoussièrement environnementales complémentaires en limite de chantier (META 8H00)	U	
1.3	Nettoyage des panneaux métalliques de signalisation routière <u>complémentaires</u> en condition amiante (compris EPI, EPC, lavage, traitement des eaux, analyses par lingettes tous les 5 panneaux)	U	
2	Retrait d'amiante non recensé dans le diagnostic fourni, toutes sujétions incluses (études, installations de chantier, confinement, EPI et EPC, travaux, matériel adapté, personnel, moyens d'accès, métrologie,...), quelque soit le nombre de confinement qui sera mis en place		
2.1	Travaux de retrait de matériaux amiantés sous forme de conduits amiante-ciment enterrés intègres et non intègres (y compris avenant au PRA, installation amiante SAS de décontamination personnel et matériel, confinement etc, pelle pressurisée avec dispositif de filtration type BROTEC, BMair ou équivalent, programme de contrôle analytique et visuel, moyens humains et matériels, conducteur de pelle formé sous-section 3 désamiantage, évacuation des déchets en ISD adaptés)	ml	
2.2	Travaux de retrait de matériaux amiantés sous forme d'enduits bitumineux en sous-œuvre (y compris avenant au PRA, installation amiante SAS de décontamination personnel et matériel, confinement etc, pelle pressurisée avec dispositif de filtration type BROTEC, BMair ou équivalent, programme de contrôle analytique et visuel, moyens humains et matériels, conducteur de pelle formé sous section 3 désamiantage, évacuation des déchets en ISD adaptés)	ml	

2-2. Montant sous-traité

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, un formulaire DC4 sera annexé au présent acte d'engagement pour chaque sous-traitant et indiquera la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par chaque sous-traitant, son nom et ses conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque formulaire annexé constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder. Le montant indiqué au formulaire DC4 est exprimé hors taxe ; le titulaire doit également préciser dans ce formulaire que la TVA est auto liquidée.

Chaque formulaire annexé constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations sous-traitées conformément à ces formulaires annexés est de :

- Montant hors TVA

Les déclarations et attestations (article R.2193-1 du CCP) des sous-traitants recensés dans les formulaires annexés, sont jointes au présent acte d'engagement.

ARTICLE 3. DÉLAI D'EXÉCUTION DU MARCHE

3-1. Période de préparation

Par dérogation aux articles 18.1.1 et 28.1 du CCAG, le délai de la période de préparation est de **1 mois** à compter de la date de la notification du marché.

3-2. Dates prévisionnelles de début d'exécution et d'achèvement des travaux

Le délai de réalisation du chantier est fixé à deux mois.

Les dates prévisionnelles de début d'exécution et d'achèvement des travaux sont du :

- Date prévisionnelle de préparation de chantier : 01 octobre 2025
- Date prévisionnel de début : 01 novembre 2025
- Date de fin prévisionnelle : 31 décembre 2025

ARTICLE 4. PAIEMENTS

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées à l'article 3-2 du CCAP.

Entreprise unique

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	
clé RIB :	
code banque :	
code guichet :	
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Le titulaire désigné ci-devant :

☐ **refuse** de percevoir l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP.

☐ **ne refuse pas** de percevoir l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP.

Rappel article 5.2 du CCAP :

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du marché subséquent est supérieur à 50 000,00 € HT et sa durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

Lot	①
01	30,00 %

① % du montant initial TTC du lot.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du lot.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du lot atteint 65 % du montant initial TTC du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est

versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

Groupeement solidaire

Les prestataires désignés ci-devant :

☐ **refuse** de percevoir l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP.

☐ **ne refuse** pas de percevoir l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP.

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

compte ouvert à l'organisme bancaire : _____

à : _____

au nom de : _____

sous le numéro : _____ clé RIB : _____

code banque : _____ code guichet : _____

IBAN _____

BIC (par SWIFT) _____

Les soussignées entreprises groupées solidaires, autres que le mandataire, donnent par les présentes à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leurs sont dues en exécution du marché par règlement au compte ci-dessus du mandataire. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des entreprises groupées solidaires.

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Fait en un seul original

à : le :

Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé" signature(s) de l'/des entreprise(s) :

Visas

<p>à : le :</p>	<p>Avis de l'autorité chargée du contrôle budgétaire régional</p> <p>Avis :</p> <p>à : le :</p>
---------------------	--

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

Le représentant du Maître d'ouvrage

à : le :

Date d'effet du marché

Reçu notification du marché le :

Le **titulaire / mandataire du groupement** :

Reçu le _____ l'accusé de réception de la notification du marché
du **titulaire / mandataire du groupement** destinataire.

Pour le représentant du Maître d'ouvrage,
à : _____ le : _____

Prestations					Montant hors TVA	Montant TVA	Montant TVA incluse
Mandataire - cotraitant 1							
	TVA		%				
	TVA		%				
Prestation de mandat							
Total mandataire (I)							
Autres cotraitant							
N°	2	TVA		%			
		TVA		%			
N°	3	TVA		%			
		TVA		%			
N°	4	TVA		%			
		TVA		%			
N°	5	TVA		%			
		TVA		%			
N°		TVA		%			
		TVA		%			
N°		TVA		%			
		TVA		%			
N°		TVA		%			
		TVA		%			
N°		TVA		%			
		TVA		%			
N°		TVA		%			
		TVA		%			